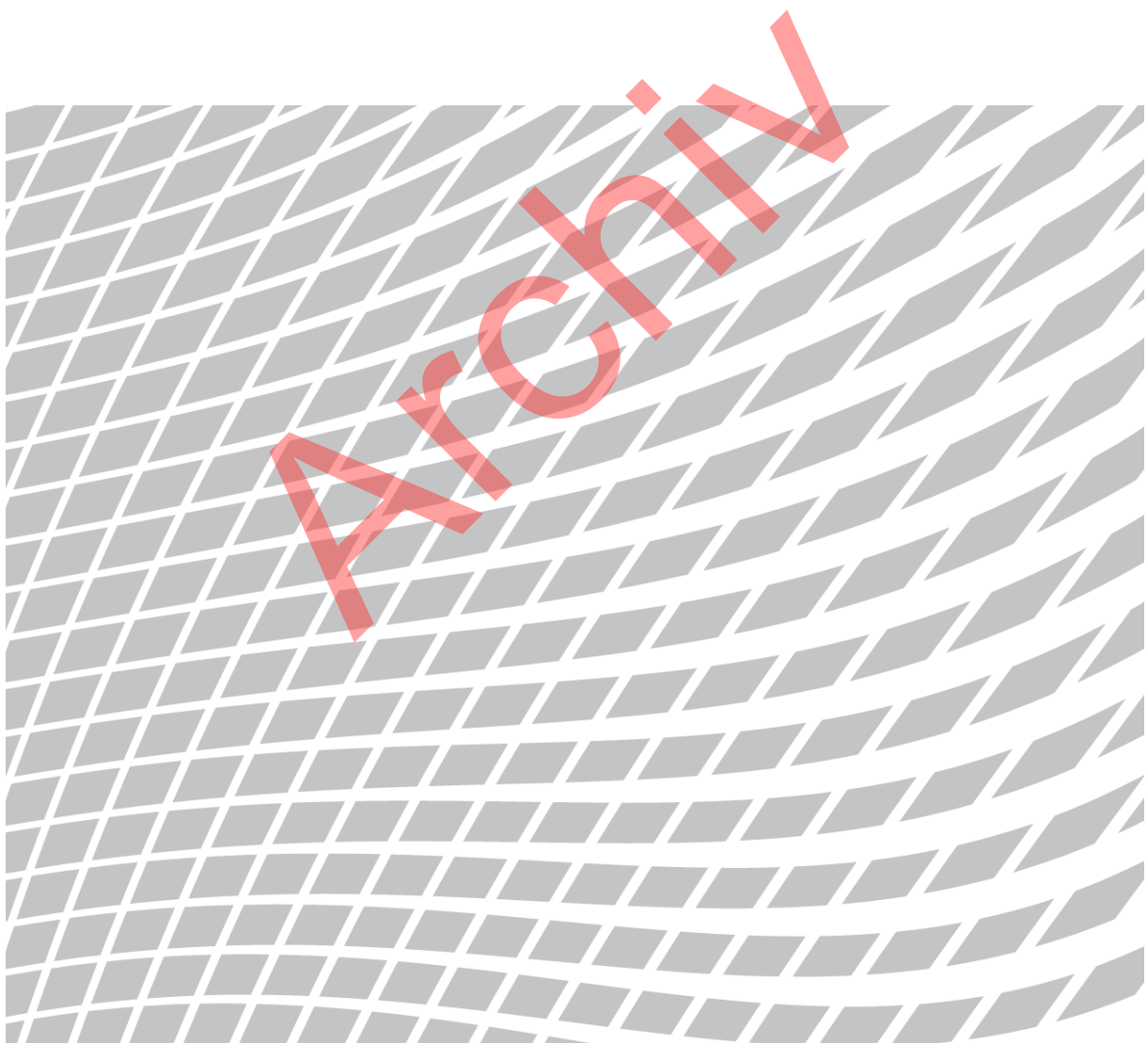


FINMA-Mitteilung 39 (2012), 24. Juli 2012

Kollektive Kapitalanlagen und Vertrieb

Märkte



Inhaltsverzeichnis

Aufsicht	3
Key Investor Information Document (KIID) für CH-Fonds – Übergangsbestimmungen ...	3
Fin de l'assujettissement d'un placement collectif de droit étranger	4
Vorgängige Meldepflicht der Delegation der Vermögensverwaltung durch Fondsleitung	5
Internationales	7
IOSCO	7
Thema	8
Rapatriement de placements collectifs de droit étranger en Suisse	8
1. Rapatriement avec apports en nature ou échange de parts	8
2. Rapatriement par transfert de siège de l'Etat étranger en Suisse	9
3. Conditions propres au rapatriement et déroulement de la procédure	9
Zahlen und Fakten	11
Inland	11
Ausland	13
Gesuche	15
Kontakte	16

Aufsicht

Key Investor Information Document (KIID) für CH-Fonds – Übergangsbestimmungen

Am 15. Juli 2011 ist die revidierte Verordnung über die kollektiven Kapitalanlagen (Kollektivanlagenverordnung, KKV) in Kraft getreten. Dabei wurden die Wesentlichen Informationen für die Anlegerinnen und Anleger eingeführt. Die formelle und materielle Ausgestaltung dieser Wesentlichen Informationen wird im Anhang 3 der KKV geregelt.

Gestützt auf Art. 144a KKV müssen die Fondsleitung und die SICAV innert 3 Jahren ab Inkrafttreten der Änderung vom 29. Juni 2011 für **bestehende** schweizerische Effektenfonds und übrigen Fonds für traditionelle Anlagen vereinfachte Prospekte gemäss Anhang 3 (KIID) veröffentlichen und der FINMA einreichen.

Für Effektenfonds und übrige Fonds für traditionelle Anlagen, die innert eines Jahres nach Inkrafttreten der Änderung genehmigt werden, kann die Fondsleitung entscheiden, ob für diese kollektive Kapitalanlage ein vereinfachter Prospekt gemäss Anhang 2 (bisherigen vereinfachten Prospekt) oder ein KIID erstellt wird (Art. 144a Abs. 2 KKV). In jedem Fall sind bis spätestens 3 Jahre nach Inkrafttreten der Änderung auch für diese Fonds KIIDs an die Anlegerinnen und Anleger abzugeben.

Für **neue** schweizerische Effektenfonds und übrigen Fonds für traditionelle Anlagen (Einzelfonds oder neue Teilvermögen von Umbrellafonds), welche **ab 15. Juli 2012** genehmigt werden, ist ausschliesslich ein KIID zu erstellen. Im Falle von Umbrellafonds mit neuen Teilvermögen, die nach dem 15. Juli 2012 genehmigt werden, kann es deshalb vorkommen, dass Teilvermögen über einen vereinfachten Prospekt und andere über ein KIID verfügen. Eine gestaffelte Einführung der KIIDs bei Umbrellafonds ist somit möglich. Ab 15. Juli 2014 haben jedoch sämtliche Einzelfonds und Teilvermögen eines Umbrellafonds ein KIID an die Anlegerinnen und Anleger abzugeben.

Gestützt auf Art. 107a Abs. 3 KKV sind für sämtliche Teilvermögen eines Umbrellafonds und Anteilsklassen einer kollektiven Kapitalanlage jeweils ein KIID (sog. ‚Single share class KIID‘) zu erstellen. Mit dem Gesuch um Genehmigung der Schaffung einer Anteilsklasse ist für die neu geschaffenen Anteilsklassen jeweils ein KIID einzureichen. Ein KIID kann auch mehrere Anteilsklassen zusammenfassen, sofern die Anforderungen nach Anhang 3, insbesondere die Anforderungen an die Länge des Dokuments eingehalten, sowie weiterhin die Gemeinsamkeiten und Unterschiede herausgestellt und die einzelnen Anteilsklassen im KIID benannt werden (sog. ‚Multi-share class KIID‘).

Die FINMA hat die Richtlinien zu den „Wesentlichen Informationen für die Anlegerinnen und Anleger“ für Effektenfonds sowie für übrige Fonds für traditionelle Anlagen in der Form von Publikumsfonds (SFA-KIID-Richtlinien) als Mindeststandard anerkannt, welche am 1. Februar 2012 in Kraft getreten sind. Die SFA-KIID-Richtlinien definieren die Voraussetzungen und die Ausgestaltung eines KIID. Immobilienfonds, übrige Fonds für alternative Anlagen sowie Kommanditgesellschaften für kollektive Kapitalanlagen haben keine KIID's zu erstellen.

Fin de l'assujettissement d'un placement collectif de droit étranger

Lorsqu'un placement collectif de droit étranger approuvé à la distribution au public en Suisse ou à partir de la Suisse est fusionné, liquidé, ou lorsqu'il est décidé de ne plus le distribuer (renonciation), diverses obligations de publication et d'annonce incombent au représentant du placement collectif concerné. La présente rappelle les principales exigences et les procédures applicables aux différents cas de fin d'assujettissement afin de faciliter le dépôt des requêtes et, ce faisant, contribuer au respect des exigences imposées aux représentants.

En cas de **renonciation** à la distribution en Suisse, alors que le placement collectif continue de subsister à l'étranger, le représentant en Suisse procédera à une publication dans les organes de publication prévus à cet effet, afin d'informer les investisseurs de la fin de l'assujettissement en Suisse. Cette publication sera faite au moins 30 jours avant la date de la fin de l'assujettissement et mentionnera pour le surplus le droit des investisseurs de demander le rachat de leurs parts auprès du service de paiement en Suisse dans les 30 jours suivant la publication. Le représentant fera ensuite sans attendre parvenir à la FINMA une requête en vue de la fin de l'assujettissement du placement collectif concerné, en annexant une copie de la publication effectuée. Si le placement collectif n'a pas été distribué en Suisse ou à partir de la Suisse dans l'année qui suit son approbation, et dans la mesure où aucune prolongation n'a été sollicitée par le représentant ou accordée par la FINMA, l'approbation devient caduque. Comme il est statué dans le dispositif de chaque décision d'approbation, à l'échéance du délai précité, le représentant annoncera immédiatement à la FINMA si le placement collectif n'a pas été distribué.

En cas de **fusion** de placements collectifs de droit étranger, le représentant informera sans délai les investisseurs en Suisse de la décision de fusion par publication dans les organes de publication prévus et annoncera la fusion à la FINMA en joignant une copie de la publication effectuée. Une fois la fusion exécutée, le représentant procédera à une seconde publication pour informer les investisseurs de l'exécution de la fusion et du rapport d'échange des parts. Suite à cette seconde publication, le représentant déposera dans les 30 jours auprès de la FINMA une requête de fin d'assujettissement pour le placement collectif de droit étranger absorbé, en joignant une copie de la seconde publication effectuée. En cas de fusion d'un placement collectif de droit étranger approuvé (fonds absorbé) avec un placement collectif de droit étranger non approuvé à la distribution en Suisse ou à partir de la Suisse (fonds absorbant), le représentant mentionnera expressément dans la première publication i) que le placement collectif absorbant n'est pas approuvé à la distribution en Suisse ou à partir de la Suisse, ii) qu'en conséquence le fonds absorbé n'aura plus de représentant ni de service de paiement en Suisse à partir de la date de la fusion, et iii) que les investisseurs peuvent demander le rachat de leurs parts dans un délai de 30 jours au moins auprès du service de paiement en Suisse.

Enfin, en cas de **liquidation** d'un placement collectif de droit étranger approuvé à la distribution en Suisse ou à partir de la Suisse, le représentant informera sans délai les investisseurs en Suisse de la décision de dissolution et/ou de liquidation par publication dans les organes de publication prévus, en indiquant les spécificités liées au droit de l'Etat d'origine du placement collectif (p.ex. le délai accordé aux investisseurs pour demander le rachat de leurs parts, etc.). Le représentant notifiera la liquidation à la FINMA, en joignant une copie de la publication effectuée. Une fois la liquidation terminée, le représentant procédera sans délai à une seconde publication informant les investisseurs de l'exécution

de la liquidation et du remboursement final des parts, ainsi que de la date de ce remboursement. Il soumettra ensuite dans les 30 jours à la FINMA une requête de fin d'assujettissement, en y annexant une copie de la seconde publication. Il convient de préciser qu'il ne peut être renoncé aux publications précitées du fait qu'il n'y aurait plus d'investisseurs en Suisse et/ou à l'étranger ou que le placement collectif est liquidé suite au rachat de toutes les parts par les investisseurs, ces éléments n'étant pas déterminants. Si le placement collectif n'a pas été distribué en Suisse ou à partir de la Suisse dans l'année qui suit son approbation, et dans la mesure où aucune prolongation n'a été sollicitée par le représentant ou accordée par la FINMA, l'approbation devient caduque. Comme il est statué dans le dispositif de chaque décision d'approbation, à l'échéance du délai précité, le représentant annoncera immédiatement à la FINMA si le placement collectif n'a pas été distribué.

Dans tous les cas, pour chacune des situations de fin d'assujettissement mentionnées ci-dessus, si le placement collectif concerné est un fonds ombrelle et contient d'autres compartiments toujours approuvés à la distribution au public en Suisse ou à partir de la Suisse, le représentant transmettra à la FINMA, en annexe à sa requête, les documents afférents à jour, en version signée et en version suivie des modifications.

Vorgängige Meldepflicht der Delegation der Vermögensverwaltung durch Fondsleitung

Aufgabe der Fondsleitung ist die Verwaltung des Anlagefonds für Rechnung der Anleger, wobei dies selbständig und in eigenem Namen erfolgt (Art. 30 KAG). Die Verwaltung des Anlagefonds beinhaltet ebenfalls den Entscheid über die Anlagen (vgl. Art. 30 Abs. 1 KAG). Die Fondsleitung hat jedoch das Recht, gewisse Aufgaben wie namentlich die Anlageentscheide an Dritte zu delegieren.

Grundvoraussetzung für die Delegation von Aufgaben an Dritte ist, dass diese im Interesse einer sachgerechten Verwaltung liegt und in schriftlichen Verträgen festgehalten ist. Weiter hat die Fondsleitung gemäss Art. 31 Abs. 2 KAG ausschliesslich Personen zu beauftragen, welche für die einwandfreie Ausführung der Aufgabe qualifiziert sind. Sie muss zudem die Instruktion sowie Überwachung und Kontrolle der Durchführung des Auftrages sicherstellen. Bei der Delegation von Anlageentscheiden ist insbesondere zu beachten, dass diese nur an Vermögensverwalter delegiert werden darf, die einer anerkannten Aufsicht unterstehen (Art. 31 Abs. 3 KAG). Es dürfen sowohl inländische als auch ausländische Vermögensverwalter beauftragt werden. Inländische Vermögensverwalter sind nebst bewilligten Vermögensverwaltern gemäss KAG insbesondere auch bewilligte Fondsleitungen, Banken, Effekthändler und Versicherungseinrichtungen schweizerischen Rechts.

Es ist ferner eine einmalige Weiterdelegation der Anlageentscheide an einen Unterbeauftragten möglich.¹ Diese bedarf der Zustimmung der Fondsleitung und kann ebenfalls nur an Vermögensverwalter erfolgen, die einer anerkannten Aufsicht unterstehen. Bei der Weiterdelegation von delegierten Aufgaben darf die Überwachung des/der Unterbeauftragten von der Fondsleitung an den Beauftragten de-

¹ Die Beschränkung der Weiterdelegation gilt nicht für die Weiterdelegation innerhalb einer Finanzgruppe oder eines Finanzkonglomerats, die bzw. das einer angemessenen konsolidierten Aufsicht durch eine Finanzmarktaufsichtsbehörde untersteht (vgl. Rundschreiben 2008/37 Delegation durch Fondsleitung / SICAV Rz 21).

legt werden. Dabei ist die regelmässige und ausführliche Information des Auftraggebers durch den Beauftragten sicherzustellen.

In verfahrensrechtlicher Hinsicht ist zu beachten, dass eine Delegation bzw. Weiterdelegation der Anlageentscheide, ein Wechsel des Vermögensverwalters und/oder die Beauftragung eines zusätzlichen Vermögensverwalters keiner Bewilligungspflicht unterliegen, jedoch zwingend der FINMA durch die Fondsleitung vorgängig zu melden sind (Art. 18 Abs. 2 KAG). Dies bedeutet, dass die Meldung vor der effektiven Ausübung des Auftrags durch den Beauftragten erfolgen muss, wobei die Meldepflicht von der Fondsleitung als Auftraggeberin wahrzunehmen ist. Gleichzeitig muss der beauftragte Vermögensverwalter nach KAG der FINMA die Verwaltung der neu übernommenen kollektiven Kapitalanlagen sowie eine allfällige Weiterdelegation derselben melden. Die FINMA prüft die Delegation auf ihre Gesetzeskonformität und stellt sicher, dass die gesetzlichen Anforderungen erfüllt sind. Für die Prüfung der Delegation sind der FINMA insbesondere die änderungsmarkierten und die rechtsgültig unterzeichneten Fondsdokumente, die schriftlichen Delegationsverträge sowie im Falle der Mandatierung eines ausländischen Vermögensverwalters der Nachweis, dass dieser einer anerkannten Aufsicht untersteht, einzureichen. Eine Publikation in den Publikationsorganen wird vom Gesetz nicht gefordert. Sind sämtliche Anforderungen erfüllt, stellt die FINMA die Gesetzeskonformität der Delegation fest.

Internationales

IOSCO

Das Technical Committee (TC) der IOSCO publizierte Ende April seinen Konsultationsbericht „Principles of Liquidity Risk Management for Collective Investment Schemes“, in dem 15 Prinzipien vorgeschlagen werden, anhand derer sowohl die Industrie als auch die Regulatoren die Qualität der Regulierung und der Industriepraktiken im Zusammenhang mit dem Liquiditätsrisikomanagement für kollektive Kapitalanlagen überprüfen können. Die Prinzipien enthalten Angaben dazu, wie diese Anforderung eingehalten werden kann. Kommentare sind bis am 2. August 2012 einzureichen. Der Bericht ist erhältlich auf der IOSCO Website (www.iosco.org).

Schliesslich publizierte das TC der IOSCO ebenfalls Ende April seinen Konsultationsbericht „Money Market Fund Systemic Risk Analysis and Reform Options“. Dieser Bericht enthält eine vorläufige Analyse möglicher systemischer Risiken von Money Market Funds (MMFs) für das Finanzsystem. Zudem werden ausführlich Handlungsoptionen zur Diskussion gestellt, wie diese Risiken zu adressieren sind. Gestützt auf eine Anfrage des Financial Stability Board im Nachgang zur Finanzkrise analysiert IOSCO im Bericht die Besonderheiten von MMFs, welche sie anfällig für bestimmte Risiken machen (bspw. Rückgabe von Anteilen in grossem Umfang bei der Wahrnehmung, dass der MMF einen Verlust erlitten hat; Bedeutung für die kurzfristige Finanzierung und Ansteckungsgefahr). Die Handlungsoptionen, welche die Stärkung der Robustheit und der Sicherheit von MMFs zum Ziel haben, lassen sich in folgende Kategorien einordnen: Optionen betreffend einen zwingenden Wechsel zu variablen NAV Funds, Optionen betreffend die Bewertung und Preistransparenz von MMFs, Optionen betreffend Liquiditätsmanagement und Optionen betreffend die Abhängigkeit von Ratings. Der Bericht ist erhältlich auf der IOSCO Website (www.iosco.org).

Thema

Rapatriement de placements collectifs de droit étranger en Suisse

Les rapatriements de placements collectifs de droit étranger ne sont pas expressément réglementés dans la législation suisse sur les placements collectifs de capitaux. Cela ne signifie cependant pas qu'il s'agit d'un procédé inconnu ou non admis en Suisse ; au contraire, de nombreux placements collectifs de droit étranger ont depuis longtemps fait l'objet de rapatriements en Suisse. La Commission fédérale des banques (CFB) avait eu l'occasion de préciser les exigences principales applicables dans son rapport de gestion de 1995, en reprenant les conditions qu'elle avait posées dans une décision portant sur le transfert en Suisse d'un placement collectif étranger de nature corporative, moyennant échange de parts avec un fonds suisse de même nom constitué expressément pour ce transfert.

La FINMA a été récemment confrontée à de nombreuses questions portant sur la possibilité de rapatrier en Suisse des placements collectifs de droit étranger. Aussi, la présente traite de ce thème, afin de faciliter le dépôt de requêtes et d'informer de manière transparente sur les conditions applicables et la marche à suivre en cas de rapatriement de placements collectifs de droit étranger sur le territoire suisse. Le but recherché est ainsi également d'aider les représentants dans les diverses démarches à entreprendre dans le cadre de leurs relations avec l'autorité de surveillance suisse ou étrangère, avec les investisseurs ou avec le fonds à l'étranger.

Le rapatriement en Suisse de placements collectifs de droit étranger est possible de deux manières différentes : soit par un transfert de la fortune du fonds de droit étranger dans un fonds suisse constitué à cet effet avec apports en nature ou échange de parts, soit par un transfert de siège de l'étranger en Suisse. Ces deux procédures seront présentées ci-dessous, avant de traiter de la requête qu'il convient d'adresser à la FINMA, en particulier des éléments spécifiques au rapatriement.

1. Rapatriement avec apports en nature ou échange de parts

Le rapatriement en Suisse d'un placement collectif de droit étranger peut tout d'abord avoir lieu par la création, en Suisse, d'un nouveau placement collectif constitué en vue de recevoir la fortune du placement collectif rapatrié. Le rapatriement en tant que tel se fera ensuite soit par le rachat en nature de la fortune du fonds étranger par les investisseurs et son apport en nature dans le placement collectif suisse, soit par le transfert de la fortune du fonds à l'étranger dans le placement collectif suisse nouvellement constitué et l'échange pour les investisseurs des parts du fonds étranger contre les parts du placement collectif suisse. Le placement collectif étranger sera ensuite en principe dissout et/ou liquidé, selon les prescriptions applicables dans son Etat d'origine.

Dès lors que, dans le cadre de cette procédure, un nouveau placement collectif est constitué en Suisse, il convient de soumettre à la FINMA une requête en approbation pour le nouveau produit, resp. en autorisation du nouvel institut pour les formes corporatives (SICAV, SCPC, SICAF). Cette requête devra ainsi en premier lieu remplir les conditions applicables à toute requête en approbation ou en autorisation (cf. à ce sujet les Guides pratiques mis à disposition à l'adresse suivante :

<http://www.finma.ch/f/beaufsichtigte/kapitalanlagen/Pages/default.aspx>). Pour le surplus, dans la mesure où la nouvelle création a lieu aux fins de rapatrier le fonds étranger visé, la requête à la FINMA devra également contenir les éléments propres au rapatriement, lesquels sont décrits en détails au ch. 3 ci-après.

2. Rapatriement par transfert de siège de l'Etat étranger en Suisse

Le rapatriement d'un placement collectif de droit étranger peut également avoir lieu par un transfert de siège de l'étranger en Suisse, soit par un assujettissement volontaire au droit suisse, sans procéder à la liquidation du placement collectif concerné à l'étranger, ni à une nouvelle constitution en Suisse. Cette possibilité est en particulier ouverte à un placement collectif organisé sous forme corporative, mais également à un fonds de placement contractuel en cas de transfert de siège de la direction de fonds.

Au niveau du droit des sociétés, le transfert de siège de l'étranger en Suisse n'équivaut pas à la création en Suisse d'une nouvelle société. Du point de vue du droit des placements collectifs de capitaux, il s'agira néanmoins de l'assujettissement en Suisse d'un nouveau placement collectif. Aussi, une requête en approbation, resp. en autorisation, doit être soumise à la FINMA (cf. à ce sujet les Guides pratiques mis à disposition à l'adresse suivante : <http://www.finma.ch/f/beaufsichtigte/kapitalanlagen/Pages/default.aspx>). Pour le surplus, la requête à la FINMA devra également contenir les éléments propres au rapatriement, lesquels sont décrits en détails au ch. 3 ci-après.

On relèvera enfin que la procédure de rapatriement devra respecter les dispositions applicables aux transferts de siège relevant du droit des sociétés, en particulier les dispositions du droit international privé (art. 161 ss LDIP), et celles de la législation en matière du Registre du commerce (art. 126 ORC).

3. Conditions propres au rapatriement et déroulement de la procédure

Une fois qu'il a été décidé de procéder au rapatriement avec apports en nature, resp. échange de parts, ou par transfert de siège, il convient d'adresser une requête d'approbation, resp. d'autorisation à la FINMA. La procédure n'étant en rien complexe, les requêtes peuvent en principe être traitées de manière rapide et conformément aux intérêts des requérants et des investisseurs.

Outre les éléments d'ordre général requis pour toute requête en approbation ou autorisation, la requête aux fins du rapatriement démontrera pour le surplus le respect des conditions suivantes au moment du rapatriement :

- La politique de placement du placement collectif de droit étranger concorde avec la politique du placement collectif suisse ;
- Les investissements du placement collectif de droit étranger respectent la législation suisse et les documents internes du placement collectif suisse (tels que contrat de fonds, statuts, règlement d'organisation, prospectus, etc.), notamment en matière de politique de placement et de restriction de placement ;

- Les investisseurs doivent correspondre à la catégorie d'investisseurs prévus dans le fonds de droit suisse, notamment dans le cas d'investisseurs qualifiés ;
- Les investisseurs du placement collectif de droit étranger sont dûment informés du rapatriement envisagé et peuvent choisir entre, d'un côté, échanger leur parts, respectivement procéder au rachat et à l'apport en nature, ou, de l'autre, rester dans le placement collectif de droit étranger qui sera ensuite en principe liquidé ;
- Les investisseurs ne supportent aucun frais ou commission lié au rapatriement ;
- Si une partie des investisseurs du placement collectif de droit étranger n'accepte pas le rapatriement et reste dans le placement collectif de droit étranger, les actifs de ce dernier sont répartis selon des critères qui ne sont pas préjudiciables au placement collectif suisse ;
- En cas de rapatriement avec échange de parts : l'échange des parts, l'évaluation des actifs, leur transfert comptable et, éventuellement, leur répartition, ont lieu le même jour ;
- En cas de rapatriement par transfert de siège : la preuve du respect des exigences relevant du droit des sociétés (LDIP et Registre du commerce) et doit être apportée et une attestation de l'autorité étrangère donnant son accord au rapatriement envisagé doit être transmise.

Afin que la FINMA puisse comprendre le contexte et les buts du rapatriement, les requérants sont également priés de bien vouloir donner dans le cadre de leur requête les informations suivantes :

- Indication de l'arrière plan économique et/ou juridique au rapatriement (raisons, motifs, but, etc.) ;
- Présentation du placement collectif de droit étranger qui sera rapatrié, notamment indication de tout élément nécessaire à la compréhension du produit, tel que date de création, NAV, cercle des investisseurs, nombre d'investisseurs, réseau de distribution, stratégie, gestion des liquidités, etc. ;
- Derniers rapports financiers et portefeuille actuel du placement collectif de droit étranger ;
- Plan détaillé portant sur les différentes étapes du rapatriement ; et
- Prise de position de la société d'audit du placement collectif de droit suisse préalablement au rapatriement portant tant sur le respect de toutes les conditions applicables.

Au niveau du déroulement de la procédure devant l'autorité de surveillance, la FINMA traite la requête en approbation, resp. en autorisation, aux fins de rapatriement une fois celle-ci complète et demande le cas échéant les compléments d'information nécessaires. Elle rend ensuite sa décision d'approbation, resp. d'autorisation, portant sur le nouveau placement collectif, si les conditions sont remplies, et autorise le rapatriement en Suisse de la fortune du fonds étranger sous la forme envisagée, si toutes les exigences spécifiques sont respectées. Une fois que le rapatriement effectif a eu lieu, la société d'audit remet à la FINMA une prise de position complémentaire portant sur le respect des exigences applicables lors de la procédure de rapatriement.

Zahlen und Fakten

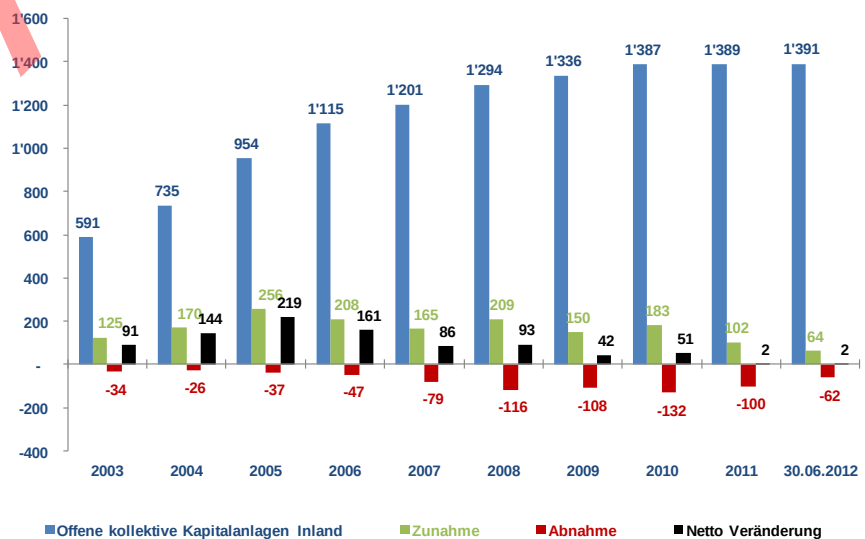
Inland

Entwicklung der Anzahl inländischer offener kollektiver Kapitalanlagen zwischen 2003 und dem 30. Juni 2012, dargestellt nach Fondsart. Teilvermögen gelten als einzelne kollektive Kapitalanlagen.



S.E.&O.

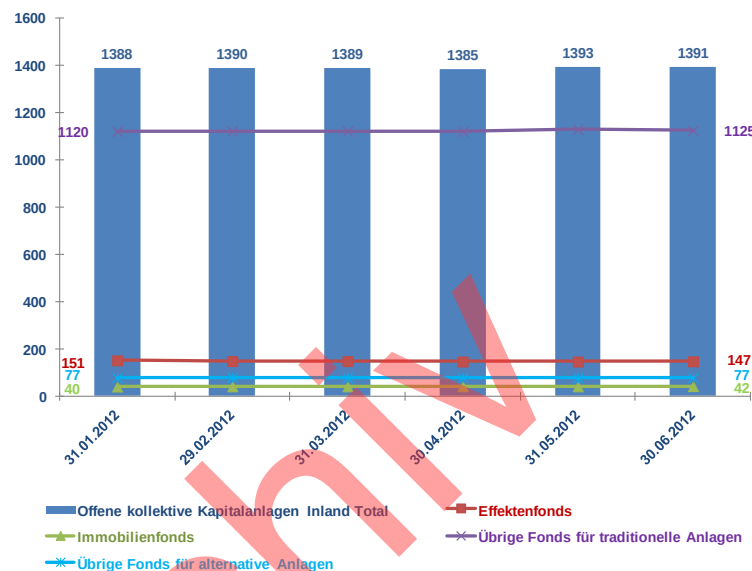
Entwicklung der Anzahl inländischer offener kollektiver Kapitalanlagen, inkl. Angabe der Zu- und Abnahmen, zwischen 2003 und dem 30. Juni 2012. Teilvermögen gelten als einzelne kollektive Kapitalanlagen.



S.E.&O.

Inland

Entwicklung der Anzahl inländischer offener kollektiver Kapitalanlagen zwischen dem 1. Januar und dem 30. Juni 2012, dargestellt nach Fondsart. Teilvermögen gelten als einzelne kollektive Kapitalanlagen.



S.E.&O.

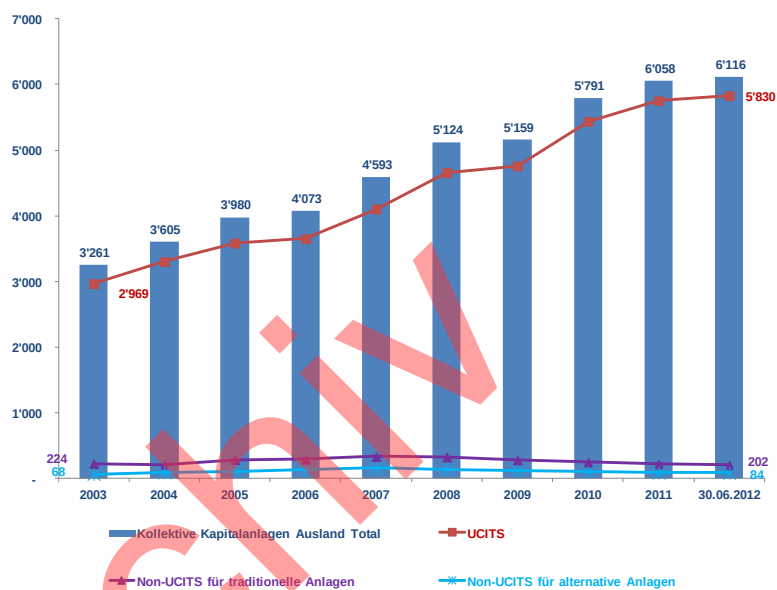
Entwicklung der Anzahl inländischer offener kollektiver Kapitalanlagen, inkl. Angabe der Zu- und Abnahmen, zwischen dem 1. Januar und dem 30. Juni 2012. Teilvermögen gelten als einzelne kollektive Kapitalanlagen.



S.E.&O.

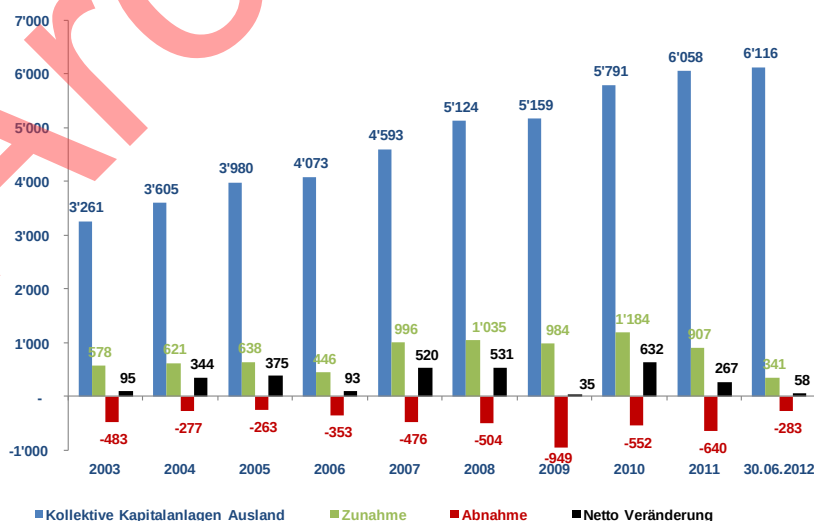
Ausland

Entwicklung der Anzahl ausländischer kollektiver Kapitalanlagen zwischen 2003 und dem 30. Juni 2012. Teilvermögen gelten als einzelne kollektive Kapitalanlagen.



S.E.&O.

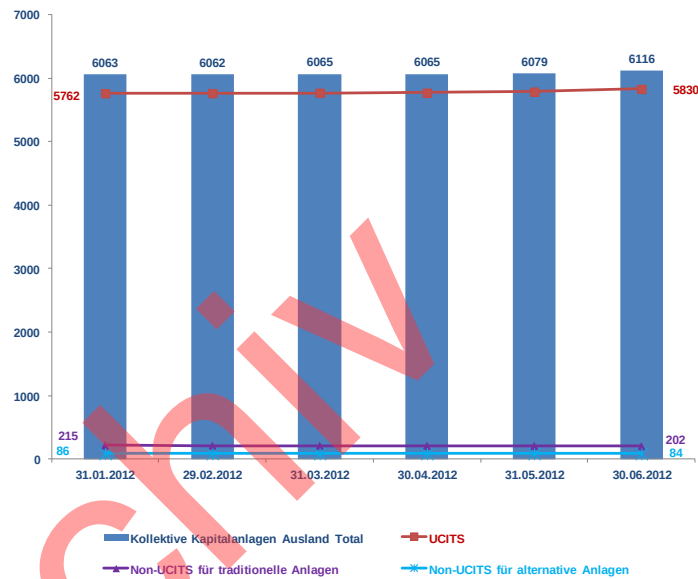
Entwicklung der Anzahl ausländischer kollektiver Kapitalanlagen, inkl. Angabe der Zu- und Abnahmen, zwischen 2003 und dem 30. Juni 2012. Teilvermögen gelten als einzelne kollektive Kapitalanlagen.



S.E.&O.

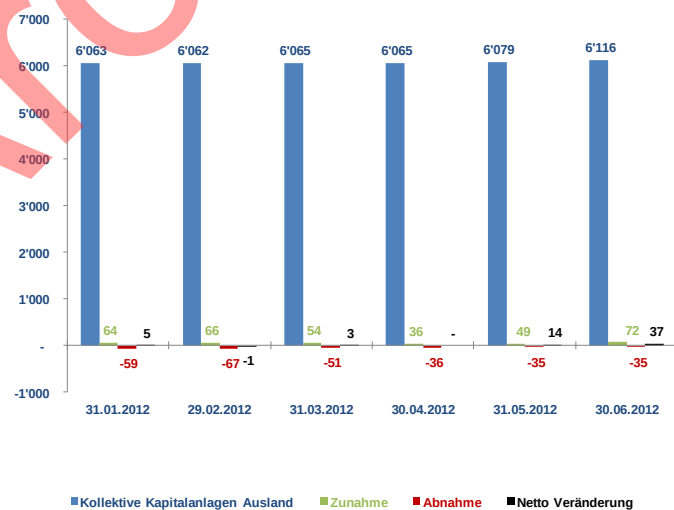
Ausland

Entwicklung der Anzahl ausländischer kollektiver Kapitalanlagen zwischen dem 1. Januar und dem 30. Juni 2012. Teilvermögen gelten als einzelne kollektive Kapitalanlagen.



S.E.&O.

Entwicklung der Anzahl ausländischer kollektiver Kapitalanlagen, inkl. Angabe der Zu- und Abnahmen, zwischen dem 1. Januar und dem 30. Juni 2012. Teilvermögen gelten als einzelne kollektive Kapitalanlagen.



S.E.&O.

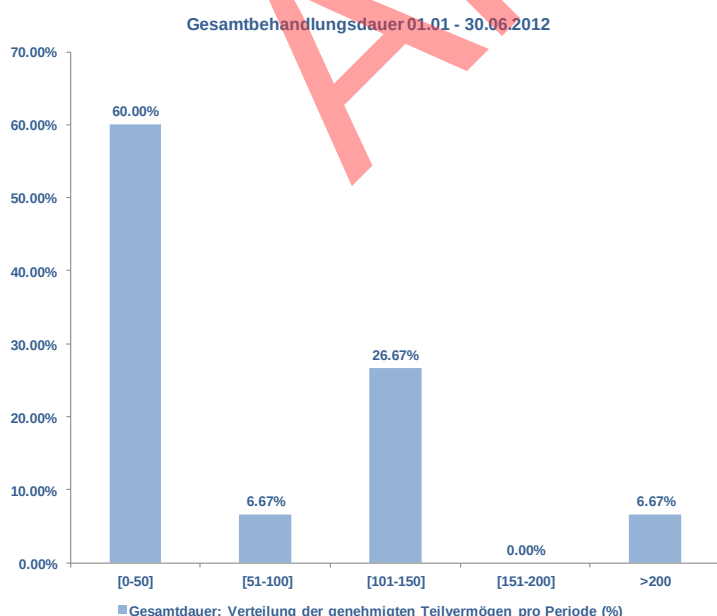
Gesuche

Für die Ermittlung der Dauer des Genehmigungsprozesses ist die Zeit zwischen dem Eingang der notwendigen Dokumente und der Erteilung der Verfügung durch die FINMA relevant. Die Gesamtdauer ergibt sich aus der Summe der Anzahl Tage, während welcher ein Gesuch beim Gesuchsteller sowie der Anzahl Tage, während welcher ein Gesuch bei der FINMA hängig war.

Während der nachfolgend aufgeführten Periode genehmigte die Abteilung Kollektive Kapitalanlagen und Vertrieb im Rahmen von 22 Gesuchen 42 neue inländische kollektive Kapitalanlagen. Die durchschnittliche Gesamtdauer betrug 67 Tage.²

Diese Zahlen betreffen nur die Neugenehmigung von vertraglichen kollektiven Kapitalanlagen schweizerischen Rechts, nicht hingegen die weiteren von den Account Managern behandelten Dossiers wie beispielsweise Änderungen bei offenen kollektiven Kapitalanlagen schweizerischen Rechts oder die Neugenehmigung oder Änderung von kollektiven Kapitalanlagen ausländischen Rechts. Die FINMA genehmigte in derselben Zeitspanne zusätzlich zu den 42 neuen schweizerischen vertraglichen kollektiven Kapitalanlagen 11 neue Teilvermögen von schweizerischen SICAV.

Gesamtdauer des Genehmigungsprozesses bei offenen vertraglichen inländischen kollektiven Kapitalanlagen zwischen dem 1. Januar und 30. Juni 2012.



² Ist ein Gesuch länger als 180 aufeinanderfolgende Tage beim Gesuchsteller hängig, gilt der Genehmigungsprozess als abgeschlossen. Bei erneuter Eingabe beginnt somit der Genehmigungsprozess von vorne zu laufen.

Kontakte

Bewilligungsträger: Kontaktpersonen sind die Account Manager der Abteilung Kollektive Kapitalanlagen und Vertrieb.

Titulaires d'autorisation: Les personnes de contact sont les Account Managers du Département Placements collectifs de capitaux et distribution.

Archiv